



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

96-97 | 2004

Globalisation. Tome I

Immersions ethnologiques dans le monde global

Laurent Bazin, Annie Benveniste et Monique Selim



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1765>

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 11-28

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Bazin, Annie Benveniste et Monique Selim, « Immersions ethnologiques dans le monde global », *Journal des anthropologues* [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1765>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

Immersion ethnologiques dans le monde global¹

Laurent Bazin, Annie Benveniste et Monique Selim

- 1 Cette nouvelle livraison du *Journal des anthropologues* s'inscrit dans une ligne de réflexion amorcée depuis plusieurs années et qui insiste sur la nécessité épistémologique d'appréhender la globalisation comme processus social central aujourd'hui. Néanmoins, la globalisation n'est pas conçue en tant que telle comme un objet de recherche ethnologique mais comme un cadre de référence au sein duquel les différents champs d'étude de l'ethnologie évoluent et s'éclairent : les ONG, l'entreprise et le travail, la santé, la biologie, la monnaie, la sexualité, etc.² Le séminaire « Actualités de l'anthropologie » a nourri cet effort depuis trois ans en ouvrant à de nouvelles thématiques : ethnopsychiatrie, parenté homosexuelle, biodiversité, biotechnologie, féminisme, environnement, etc. L'organisation, en mai 2003, d'une journée d'étude sur les crises nationales a poursuivi cette orientation. Les crises constituent en effet un analyseur privilégié des modes d'actualisation de la globalisation dans la mesure où elles obligent à penser dans le même moment rapports internes et rapports externes et semblent brouiller les cartes du jeu international. L'actualité nous offre de plus en plus d'illustrations étonnantes de ces nouvelles articulations.
- 2 L'effondrement des systèmes réels et symboliques de promotion et d'intégration qui caractérisent les crises paraît une entrée privilégiée pour comprendre les nouveaux imaginaires globalisés que provoque l'expansion du capitalisme, laissant à l'abandon et à l'isolement des poches importantes du monde. Le lecteur trouvera donc dans ce numéro un vaste tableau s'étendant de l'Algérie à l'île Maurice, de la Réunion au Vietnam, de la Chine aux Philippines et enfin à la France. Y sont abordées les lignes de rupture latentes ou explicites que déclenche la globalisation du marché ainsi que les efforts de colmatage souvent désespérés que tentent les acteurs. Ce numéro montre aussi que les multiples réticences anthropologiques à embrasser les situations de la globalisation sont peut-être de simples résistances ponctuelles. Attachons-nous à en repérer quelques-unes.
- 3 De toutes les disciplines de sciences sociales, l'anthropologie est sans aucun doute celle qui se révèle la plus attachée au pôle microlocal : le rôle central de la notion de terrain,

dans une méthodologie construite sur l'immersion dans un microcosme de relations interpersonnelles, a constitué historiquement l'originalité de l'anthropologie. On ne saurait dès lors s'étonner du trouble épistémologique que sème le déferlement discursif de la mondialisation avec ses mouvances anti et altermondialistes assumant d'une façon emphatique la dimension macro des phénomènes. Un écart d'échelle en apparence insurmontable s'érigerait ainsi dans les rapports entre l'anthropologie et le monde présent globalisé par le marché. Dans le meilleur des cas l'anthropologie serait rabattue sur le témoignage, tentation constante depuis l'origine de la discipline ; l'importance acquise par le témoignage individuel dans la production médiatique de l'information, la victimologie qui accompagne ces modes d'inculcation idéologique imprégnés par la magie d'une personnalisation systématiquement tronquée du vécu, orienteraient vers une rencontre étrange entre mondialisation et anthropologie dont il n'est pas certain que la discipline puisse sortir grandie si elle devait s'affirmer. Dans le même moment la conjoncture économique actuelle, marquée par la progression extraordinaire du capitalisme et l'agonie des systèmes communistes, minerait ce fondement disciplinaire qu'est le terrain en détruisant définitivement ses caractéristiques tendanciellement fétichisées d'autonomie, d'échange et d'isolement. L'observation s'imposerait à l'anthropologue que partout, dans les cryptes les plus reculées où il croyait encore pouvoir se nicher et abriter ses rêveries scientifiques, les conséquences de la globalisation seraient évidentes à travers l'envahissement de la monétarisation et des relations marchandes. Resterait l'ethnohistoire qui suscite un intérêt de plus en plus grand, en particulier en permettant un retour réflexif sur la colonisation dont l'intelligibilité des différents effets complexes paraît de mieux en mieux maîtrisée, en contraste avec une mondialisation sur le terme et la nature de laquelle on ne cesse de s'interroger. De surcroît, à juste titre l'anthropologie ne céderait pas à la facilité que suggère ce nouvel acronyme « glocalisation » tentant de réunir des échelles extrêmes dans une expression floue. Cependant derrière toutes ces précautions épistémiques, se profilerait une relative marginalisation de la discipline en France, se différenciant nettement des engouements anglo-saxons pour poser jalons et définitions face à ce défi intellectuel qu'incarnerait la globalisation, entendue comme un concept plus polysémique et donc plus pertinent que celui de mondialisation, aux connotations géographiques.

- 4 Tentons de caractériser à grands traits les processus à l'œuvre dans la conjoncture internationale présente d'expansion du capitalisme, et qui la différencient de la période antérieure, marquée aux plans idéologiques, politiques et économiques par les idéaux du développement, du progrès ainsi que par l'affrontement entre socialisme et capitalisme. Jusque dans les années 1980, la conjoncture des rapports internationaux est en effet dominée par l'idée du développement. La vision partagée de l'avènement de sociétés industrielles qui trouveraient leur formes achevées dans les espaces centraux (capitalistes ou socialistes) dérive de la primauté accordée à la production et à la croissance industrielles dans la fabrication des rapports sociaux, mais aussi de la place de l'État dans le processus de modernisation de la société engagé sur cette base. Les conceptions et les formes de légitimation des États (anciens ou surgis de la décolonisation) se sont ancrées dans ces idéologies productivistes et industrialistes : l'État devait produire la société en produisant la production industrielle, ou en l'encadrant. Cet impératif a été d'autant plus affirmé lorsque les sociétés paraissaient plus en retard sur l'échelle du développement industriel : l'industrialisation forcée et parfois forcenée des États socialistes en sont la concrétisation la plus poussée. Cette période, des années 1920-30 aux années 1980, est aussi celle de l'affrontement au niveau mondial de trois (si l'on inclut les fascismes et le

nazisme) puis deux blocs idéologiques : la performance industrielle (dans ses aspects techniques et productifs) est un élément majeur d'ostentation dans cet affrontement qui structure les rapports entre les États, de sorte que le conflit mondial larvé qui se déroule jusque dans les années 1980 est lui-même un élément structurant de la production de l'économie (industrielle) dans les différentes sociétés. La configuration des rapports géopolitiques encourage ainsi une orientation productiviste de tous les États : les résultats économiques, qui sont envisagés sous l'angle de la production (et pas encore de la compétitivité), ont à la fois cette fonction démonstrative dans les rivalités entre blocs politico-économiques antagonistes et celle d'être le support de légitimation des États issus du démantèlement des empires coloniaux. Dans les pays occidentaux, la mise en place de la société de consommation fait de cette dernière un idiome central des hiérarchisations sociales, mais aussi des rapports internationaux : la mise en scène de l'opulence de Berlin-Ouest est destinée à signifier la supériorité d'un système politico-économique sur un autre, tandis que les nouvelles élites africaines, constituées autour de l'État, se lancent avec fébrilité dans l'acquisition d'objets étrangers (occidentaux), signes non seulement du statut nouvellement acquis, mais aussi que ce dernier leur a été concédé par les anciennes tutelles coloniales. Par comparaison, si, aujourd'hui, un engouement analogue pour l'enrichissement et la consommation étrangère caractérise le Vietnam (à l'instar de la Chine), il intervient précisément comme nouveau régime d'héroïsation mis en place par l'État-parti venant étayer les formes locales d'un stakhanovisme menacé d'obsolescence : le marché, conjugué depuis 1986 avec le communisme, est à la fois le nouveau support de mobilisation des masses et le lieu imaginaire d'un affrontement renouvelé avec l'ennemi étranger.

- 5 La conjoncture économique, politique, idéologique évolue au niveau mondial de telle sorte qu'à partir des années 1980 ces visions du rapport entre État, société et économie vont se déplacer et se repositionner autour du rôle central de la figure archétypale du marché puis de celle de la liquidité financière. Les États se voient relégués à une position secondaire désormais qualifiée par le terme gouvernance. Ce dernier, dont la progression a été constante au cours des années 1990, subsume en effet aujourd'hui la notion de marché en y englobant le politique qui se réduirait alors à une simple modalité de gestion du marché, de ses produits, de ses besoins et de ses défaillances.
- 6 Trois aspects saillants et interdépendants semblent centraux dans cette évolution. Le premier tient à la généralisation de l'endettement international des États et à la conversion progressive au capitalisme marchand des pôles socialistes, à partir de la fin des années 1970³. En second lieu, de nouvelles modalités de construction de la dépendance se profilent dans ce réaménagement des rapports internationaux, par le biais de l'endettement financier et de l'interdépendance économique, organisés au moyen d'une multiplication d'organismes et de traités internationaux (mondiaux ou régionaux) visant tout spécialement l'instauration d'un marché « libre ». Un troisième aspect fondamental de la mondialisation présente est l'évolution d'un capitalisme partiellement libéré de la tutelle des États vers une autonomisation de sa sphère financière à l'égard des contingences productives. Ces trois facettes de la transformation de l'économie politique du monde s'accompagnent d'un côté de la généralisation des interventions sur des scènes mondiale ou locales d'ONG et d'associations, assurant la diffusion et la « moralisation » des valeurs associées au marché⁴ ; d'un autre côté elles alimentent et entretiennent une floraison de mouvements identitaristes porteurs d'affirmations ethnoculturelles ou ethnoreligieuses. L'un et l'autre de ces phénomènes peuvent être considérés comme les

manifestations de nouveaux modes de médiation des rapports politiques, dont la « crise de la représentation » dans les démocraties occidentales n'est qu'une des formes d'expression.

- 7 Si les termes de mondialisation et globalisation ont un sens, celui-ci désigne précisément cette nouvelle conjoncture des rapports internationaux, caractérisée par l'extension à l'ensemble du monde d'un capitalisme dominé par les logiques financières. Le marché – à la fois modèle institutionnel malléable à l'infini et complexe idéologique – y occupe une position centrale.
- 8 Comme effet immédiatement tangible de ce changement de conjoncture, les démonstrations de la puissance et du positionnement international des États ne concernent plus la construction de complexes industriels d'envergure, si ce n'est, négativement, dans une compétition pour leur destruction. L'ostentation agonistique, qui intervient comme mode de communication dans les rapports politiques et économiques internationaux et nationaux, s'insère aujourd'hui dans un paradigme de la liquidité⁵ et de la flexibilité, par opposition à l'immobilisation du capital (et à la stabilité salariale). Elle s'applique spectaculairement à la liquidation (dans tous les sens du terme) des capacités productives érigées durant la période antérieure, qu'il s'agisse du démantèlement des complexes d'État, destiné à affirmer une nouvelle orientation idéologique sur une scène politique interne et à obtenir des financements internationaux, ou qu'il s'agisse de la réduction des facteurs de production d'un « secteur privé » visant la séduction des marchés transnationaux de la liquidité boursière. Ce paradigme de la liquidité, on le sait, altère profondément le modèle de la salarisation généralisée – incluant les dispositifs de protection sociale – qui s'imposait dans la période antérieure comme l'horizon de pensée. A l'échelle mondiale, l'achèvement de la salarisation se réalise dans les fractions sociales les plus dominantes comme modalité de rémunération du capital accompagnant la progression de l'actionnarisation. Parallèlement les franges sociales inférieures se voient très massivement affectées par une désalarisation dans ses trois facettes de sortie du salariat, de précarisation des contrats de travail et d'expulsion des modalités de protection attachées à l'emploi, plus ou moins drastiques selon les configurations (États-Unis, Europe, Amérique latine, pays anciennement communistes ou du « socialisme de marché », etc.)
- 9 Ces processus opèrent à l'échelle mondiale une relégation de la production industrielle, de ses salariés et de ses « armées de réserve », justifiant sans aucun doute le descriptif postindustriel appliqué à la structure de l'économie internationale présente. Ils rendent cependant bien hasardeux l'exercice de la typologie qui consisterait à renouer avec un partage imaginaire du monde, proposant, pour l'édification de ses espaces périphériques (ou, comme autrefois, de ses masses), ses pôles dominants comme modèle idéalisé positivement ou négativement. C'est bien un tel découpage qu'opère aujourd'hui l'usage généralisé de la notion de transition, qui conserve la structure de pensée antérieure tout en situant désormais l'étalon de mesure dans l'avènement de sociétés postindustrielles (pensées à partir des canons occidentaux). Celles-ci figureraient en conséquence comme nouvel aboutissement vers l'idéal postulé, soit l'accomplissement d'une « économie de marché » et de ses corollaires négativés ou positivés, en termes de dislocation du lien social, d'individualisation, de désaffiliation d'un côté et, de l'autre, de fluidité, de réseaux, de mobilité, de la gouvernance sous ses différentes facettes : démocratie, liberté et éthique, droits de l'homme des femmes des enfants des minorités ethniques ou sexuelles de la propriété du commerce et du travail, gestion des différentes sortes de capital et de

patrimoine (humain, culturel et naturel), « solidarité » et « lutte » contre la pauvreté. Pour les sciences sociales en général, s'extraire d'une vision trop occidentalocentrée est aujourd'hui d'autant plus une nécessité épistémique qu'au plan mondial et à travers le jeu des rapports entre les trois grands types d'acteurs que sont les États, les organismes internationaux et les ONG, l'imposition des normes idéologiques occidentales et sa justification morale atteignent un degré de puissance et de violence symbolique peut-être inégalé durant la période coloniale.

- 10 Si la réflexion anthropologique peut apporter une contribution aux débats sur la globalisation, ce n'est donc pas, comme elle a cru devoir le faire dans des périodes antérieures, en proposant la validation des nouvelles caractérisations de la « modernité » par l'exhibition de sociétés et de cultures « archaïques », « primitives » ou « traditionnelles » (même à saisir celles-ci sous l'angle du changement) mais au contraire en invitant à élargir le champ de vision pour englober dans une perspective comparative heuristique l'ensemble du monde et aider à en comprendre les transformations contemporaines. Dans cette optique, l'ethnologie ne constitue pas un « détour » qui serait utile pour entreprendre une « archéologie objective de notre inconscient » (Bourdieu, 1998 : 9), mais vise plus simplement à fournir quelques outils d'analyse comparative des dynamiques sociales dans des sociétés diverses et diversement confrontées à un même processus mondial de généralisation du capitalisme et des rapports marchands.
- 11 Pour essayer de dissiper les lignes sinueuses que présentent les hésitations épistémiques de l'ethnologie face à la globalisation, portons le regard sur le nouveau marché du travail (précaire) que la conjoncture présente a ouvert aux anthropologues et surtout sur leurs confrontations à des convocations inédites et/ou reformulées, traduisant sous différents angles des dominances actuelles. La patrimonialisation – dans les ruines industrielles et/ou des décors naturels ravagés – en forme une part saillante, constamment renouvelable et probablement durable : le processus de patrimonialisation semble de façon infinie poursuivre sa course, avalant au passage tous les décombres et transformant employés licenciés et/ou minorités ethnoculturelles égarées en gardiens de musées potentiels.
- 12 Les formes institutionnelles (associatives ou relevant d'instances politiques) qui, en France par exemple, se constituent autour du patrimoine industriel, dans lequel la mémoire ouvrière et celle des migrations occupent une position centrale, offrent un angle d'analyse des reformulations du politique autour de la gestion du marché et des identités, très analogues à ce que l'on peut observer dans d'autres contextes, même très distants. Si de nombreux travaux ont largement analysé la symbolique de reconstruction et de réparation mise en œuvre par la patrimonialisation des usines et des mines démantelées, il convient également de situer le sens (aux plans symbolique et imaginaire) de ces expériences dans le cadre signifiant des mutations économiques et politiques. En particulier, la domination des logiques financières sur le capital productif ainsi que la marginalisation corrélative de la production industrielle qui se sont graduellement mises en place à partir des années 1970 ont modifié le statut symbolique de l'industrie, du travail et des classes ouvrières. Ces mutations « objectives » et symboliques sont articulées avec l'effacement tendanciel de la référence à la « lutte des classes » et avec l'ethnisation des stratifications sociales qui, progressivement, ont conféré à l'origine (autochtone ou allogène) un caractère fondamental dans la lecture des réalités sociales.
- 13 La désindustrialisation, le chômage de masse, le déclin des modes traditionnels de lutte, la montée de la précarité ont en effet contribué à produire dans les villes occidentales des espaces sociaux, définis, de l'extérieur, en raison des processus de ségrégation

résidentielle et culturelle qui s'y développent, comme des espaces de l'exclusion. Les pratiques sociales et résidentielles des populations assignées à ces territoires en crise (Body-Gendrot, De Rudder, 1998) participent de la fragmentation des identités, de la montée de l'individualisme autant que de nouvelles formes de lutte contre les effets de la stigmatisation des espaces et des origines. Les assignations à l'identité sont d'autant plus fortes qu'elles permettent à ceux qui sont plus enracinés dans le travail et la résidence de se définir en opposition aux « minorités exclues », produits comme mauvais immigrés et classes dangereuses. L'associationnisme ethnique ou ethnoreligieux est d'autant plus développé qu'il est encouragé par les politiques publiques de remédiation aux problèmes sociaux, par le recours à la territorialisation. Il se présente, sur le plan local, comme une reformulation des luttes sociales, tout en reposant sur l'idéologie de la puissance de réseaux transnationaux dans une société globalisée (Benveniste, 2003).

- 14 De la sorte, les multiples efforts repérables (des pouvoirs centraux et périphériques, des musées, d'associations diverses, de branches syndicales) pour institutionnaliser des formes d'identifications collectives autour de la « mémoire » du travail et des migrations mais aussi pour intégrer aux dispositifs patrimoniaux les entreprises comme « richesse » territorialisée au même titre que les produits artisanaux, « du terroir » et autres marchandises néotraditionnelles, participent de processus qui enchevêtrent marchandisation et politisation de l'identité. Ce sont en effet les mêmes logiques qui transforment l'identité en opérateur de valorisation et/ou en bien marchand (articulé notamment à l'économie touristique) et qui en font un instrument de l'inscription territoriale des institutions politiques (de l'État et de ses instances décentralisées) faisant face à l'insertion dans le marché global (et européen en ce qui concerne la France)⁶.
- 15 La production culturelle, identitaire, patrimoniale apparaît comme le pendant de l'extériorisation d'une hégémonie des marchés, de la finance ou celle de la dépendance financière et économique. Elle a pour corollaire une modification des régimes de production de l'altérité évidemment variables selon les contextes mais où dominent globalement deux systèmes de relations complémentaires dans lesquels s'expriment les rapports de domination et leur négation virtuelle : la concurrence et la solidarité projective. Ce n'est plus tant par l'affirmation d'une souveraineté sur l'économie et par leur rôle dans la construction de l'économie que les régimes politiques justifient la nature de leur pouvoir (ou voient celle-ci contestée) mais plutôt par la production identitaire visant à contrebalancer les nouvelles formes de dépendance et d'interdépendance internationale autant qu'à combler l'incapacité proclamée (qu'elle soit réelle ou supposée, volontaire ou contrainte importe peu ici) de prise en charge de l'économie. Cette logique d'extériorisation d'une « contrainte » économique dans le cadre de la globalisation du marché est également une forme d'internalisation du marché dans les rapports sociaux et politiques, dont les États et les instances politiques décentralisées sont, le plus souvent, les opérateurs principaux quand ce ne sont pas directement les agents de l'État. D'une manière générale, la logique même de la globalisation économique enjoint à la culturalisation et l'ethnisation des ruptures sociales et des espaces comme modalités d'aliénation à la raison marchande. Elle dérive donc sur l'indigénisme, la patrimonialisation, la valorisation symbolique des territoires et des terroirs. Elle implique en effet que le politique se repositionne comme modalité de gestion à la fois culturalisée et naturalisée des espaces marchands, tout en produisant la fiction d'une unité irréductible du local opposée à la menace d'une hégémonie extérieure et/ou d'une homogénéisation mondiale par le marché. C'est pourquoi d'ailleurs les élaborations

conceptuelles actuelles des sciences sociales qui mettent l'accent sur le couple notionnel local/global risquent très souvent de manquer leur objet d'analyse si elles ne décryptent pas simultanément les logiques sociales (symboliques, idéologiques, politiques) sous-jacentes à cette dialectique du local et du global. Dans une conjoncture où la compétitivité généralisée est un mode de communication dominant, et notamment dans les relations internationales, l'identité, la culture, le capital et le patrimoine culturels qualifient la valeur dans le marché global des groupes sociaux qu'ils désignent, c'est-à-dire leur valeur économique (marchande et productive) positive aussi bien que leur non-valeur, leur inutilité, leur improductivité, leur marginalisation ou, si l'on veut utiliser les catégories du marché, leur « employabilité » et leur « compétence ». L'idéologie de la patrimonialisation – portée par des acteurs divers selon les contextes : États, mouvements politiques, groupes sociaux, associations, ONG, organisations internationales – s'étend en conséquence pour s'appliquer prioritairement à tous les espaces de relégation, qu'il s'agisse des zones touchées par une désindustrialisation prononcée ou des portions reculées de « nature tropicale » dont les occupants autochtones sont érigés en gardiens. L'adoption par les organisations internationales (Banque mondiale, PNUD, OCDE, etc.) des théories du « capital humain » dans un cadre général qui serait désormais énoncé comme celui d'une économie de la connaissance, n'est qu'une forme d'expression économicisée – visant la quantification comme fiction explicative et justificatrice de la domination et des inégalités – de cette logique de segmentation et de classification culturalisées des espaces marchands.

- 16 Dans ce paysage d'un patrimoine triomphant, nature et culture ne sont plus en opposition structurale, mais pensées en continuité et dans une identité formelle, la biodiversité étant la médiation de cette double conservation⁷ des diversités naturelles et culturelles que l'idée d'un environnement préservé vient surplomber. Ces nouvelles équivalences idéelles induisent une logique de renaturalisation des normes dont une fois de plus les femmes sont saisies de façon emblématique, redevenant les otages d'une biologie, dans laquelle s'assumerait leur identité, rapportée à la reproduction de l'espèce.
- 17 L'accompagnement sociothérapeutique de chômeurs en deuil devrait de façon complémentaire se développer compte tenu des fermetures de sites de travail et d'institutions publiques peu à peu patrimonialisées. Anne Monjaret (2001) décrit ainsi les nouvelles fonctions de l'ethnologue : « de l'expert des rites de passage à l'accompagnateur... constructeur d'un objet-mémoire... l'ethnologue collecteur : recherche d'objets pour les musées ». Corollairement le déploiement des ONG internationales, nationales ou locales à travers le monde et leur installation dans les lieux les plus déshérités conduit au recrutement d'ethnologues, porte-parole des luttes des multitudes de laissés pour compte ; variables, leurs commanditaires favorisent des engagements militants et des subordinations plus ou moins simplifiés, les femmes et les combats qui les soutiennent n'étant alors qu'une figure parmi d'autres de cet hypermarché des droits émergeant de la généralisation du capitalisme, et dans lequel l'anthropologie peut d'autant plus s'inscrire qu'il se pare de causes indigénistes. Mais l'« indigénisme » se donne à voir aujourd'hui comme une matrice de contradictions au sein de laquelle le choix peut se révéler délicat. En effet si dans les années 1970-80 des ethnologues pouvaient sans hésitation défendre comme une « tradition » productrice d'identité culturelle l'excision contre la domination occidentale, il est clair que maintenant c'est l'éradication de l'excision dont les mêmes femmes sont construites en victimes (à juste titre) qui mobilise. D'une manière générale le retour de la nature comme

légitimation idéologique de la globalisation confère à l'entité « femme » une efficacité symbolique d'autant plus redoutable qu'elle draine un paquet de normes qui vont de la famille aux technologies de la reproduction : l'anthropologue dans sa position la plus majestueuse est alors convoqué pour garantir la valeur « naturelle » de ces normes, soit leur universalité inattaquable. Cette fonction proprement conservatrice au plan social et politique s'est affirmée à plusieurs reprises dans les dernières années : il s'est agi – dans une configuration marquée par la multiplicité des identités sexuelles, des formes de couples et de familles et prenant l'allure mimétique d'un marché⁸ – de poser les limites à ne pas franchir : une fois rendue intouchable la naturalité de la dualité sexuelle et de la différence entre homme et femme, accouplement et reproduction pouvaient rester enfermés dans les définitions antérieures de la famille, remise en cause de partout par les nouvelles possibilités technomarchandes de changer autant des éléments hérités – parmi lesquels se situent le sexe et l'apparence esthétique – que d'autres relevant du choix individuel.

- 18 S'il peut sembler pour le moins paradoxal que la globalisation économique et ses développements technoscientifiques ramènent la nature sur le devant de la scène idéologique dans le cadre d'un fusionnement avec la culture, en revanche les retombées de ce retournement sont nombreuses sur le fonctionnement de l'anthropologie dont la vocation se plaçait auparavant avant tout sous l'égide de cultures magnifiées. Il devient dès lors difficile pour l'ethnologue de discerner dans les offres qui lui sont faites si c'est la « défense culturelle » ou « naturelle » qui lui est demandée tant les images paraissent liées, confondues dans une trame qui peut ainsi être caricaturée : telle population honore ses divinités dans des édifices autour desquels poussent de nombreuses espèces de plantes et cette combinaison reflèterait l'harmonie traditionnelle du groupe considéré avec la nature ; c'est pourquoi il faudrait impérativement conserver ces monuments religieux et leur environnement qui donneraient un modèle général pour l'avenir de l'humanité. Une naturalisation du capitalisme et de son expansion, un enracinement s'opèrent de façon certaine dans cette nouvelle donne qui fait de la culture un simple prolongement de la nature, positionnement antithétique à celui d'Aristote pour lequel l'œuvre d'art, la création, la technique devaient imiter la nature pour atteindre une forme accomplie. L'immense marché d'idées que mettent en place les mouvements altermondialistes conforte à sa manière ce rapprochement imprévu de la nature. Si, dans cette perspective, se voit confirmée l'hypothèse que la contestation est dans le cadre de l'évolution vers des démocraties supposées avancées partie prenante de l'intégration et de l'institutionnalisation d'un processus, néanmoins les mouvements altermondialistes ne sauraient être réduits à ce rôle d'aménagement reproductif du capitalisme.
- 19 Quittons ces univers discursifs qui impliquent l'anthropologie dans la globalisation pour nous pencher brièvement sur les effets concrets de ces processus sur le « terrain ». L'amplification des migrations, leur impossible contrôle, les déterritorialisations qu'elles provoquent en chaîne ont pour pendant des reterritorialisations symboliques dont les logiques identitaires sont le meilleur exemple. Dans ce contexte tendu, l'anthropologue voit se porter sur son personnage une série de demandes projectives qui prennent toutes comme théâtre l'imaginaire du marché ; l'accès à ses déploiements internes et externes devrait être favorisé dans cette optique par l'ethnologue venu d'un monde supposé au centre et tendanciellement instrumentalisé comme un pion de plus ou moins grande valeur pour se déplacer dans cet espace de circulation globalisé. Si l'anthropologue se maintient dans la posture de l'autre dans le cadre d'une investigation « réussie », cette

fonction idéale côtoie une foule d'investissements matériels et oniriques des rapports marchands observables tant dans les champs sociaux du travail que des croyances religieuses, dans ceux de la parenté que des associations de toute nature. Plus fluide, plus instable, moins immédiatement circonscrit, le « terrain » glisserait aisément des mains de l'ethnologue, passant d'un lieu à un autre au gré des impulsions de ses interlocuteurs, qui seules permettent une retotalisation significative. L'expulsion des relations marchandes hors de l'enquête tisserait alors – dans une conjoncture objectivable de généralisation du marché – un oxymoron, une illusion fondatrice, imitant celle qui dans la situation coloniale tentait de réconcilier domination et proximité dans une sublimation de l'affect. Si l'enquête ethnologique reste un choc d'altérités réciproques – irréproductible et limité dans la durée, ouvrant au désir de parole des acteurs – la gestion de ces dimensions potentiellement antinomiques s'avère ardue, autant dans la teneur des relations personnelles que dans l'analyse ultérieure : l'écart pourrait paraître irréductible entre les particularités constatées et le cadre de la globalisation, objet d'emphases de plus en plus accentuées. La démarche interprétative consiste cependant à dépasser l'écran fictif de cet écart et à rendre intelligible la singularité des modes d'actualisation de processus repérés de façon abstraite mais n'existant que dans leurs formes incorporées, concrètes, activées par des individus et des groupes. Emboîtées les une dans les autres, singularisations sociales et subjectivations personnelles se produisent comme autant de facettes de décryptage d'un monde qui, derrière la multiplication de centres commerciaux presque identiques, s'anime de scénarios imaginaires contrastés mais comparables offrant des repères conceptuels. Ainsi, dans des contextes politiques et économiques identiques de « socialisme de marché » – associant communisme et capitalisme – au Laos et au Vietnam, d'un côté se dévoile la même explosion d'un marché des entités symboliques accompagnant la vague des réformes, de l'autre la nature, le profil thérapeutique et l'action de ces entités se montrent dans les deux cas profondément différents (Hours, Selim, 1997 ; Selim, 2003). Passeurs au marché, médiateurs indispensables de l'installation du capitalisme dans les faits autant que dans les inconscients, ces entités se dressent face à l'État selon des modalités opposées d'appareillage qui vont de l'étayage (Vietnam) à l'affranchissement (Laos).

- 20 A un autre niveau, la globalisation dissout effectivement tous les « grands partages » en forme de dichotomies sur lesquels l'anthropologie s'est plus ou moins, selon les moments, appuyée : cet éclatement des polarisations concerne en particulier la division centre/périphérie dont l'abstraction l'inscrit au-delà des métaphorisations passées de l'ailleurs, du tiers-monde, du sud, etc. La démultiplication et la reproduction dans les contextes nationaux de centres et de périphéries dans le cadre de systèmes globaux touchant le travail et la santé dans leur articulation à la consommation, mettent face à des connexions enchevêtrées au plan mondial des différentes couches sociales reliées soit par leur implication dans les nouvelles formes de « commerce » au niveau supérieur, soit par leurs déambulations migratoires lorsqu'il s'agit des mains-d'œuvre inférieures. Cette configuration bouleversée où les binômes usuels se délitent tout en durcissant les stratifications sociales et les contraintes économiques orienterait l'anthropologie à porter une attention renouvelée sur les mécanismes présents de hiérarchisation aux différentes échelles où ils impriment leur caractère saillant, et où leurs retraductions, sautant d'un palier à un autre, façonnent des contradictions surprenantes. Corollairement, l'attrait exercé par la consommation des biens matériels – circulant de façon toujours plus accélérée et véhiculant partout une logique habitée autant par l'étranger que par l'étrangeté fantasmatique – la place centrale qu'elle occupe dans les stratégies

individuelles et collectives, pousserait à repenser la question des nouveaux dispositifs de l'adhésion au mirage de la conformité et des soumissions partielles ou plus entières qui en découlent. En d'autres termes, l'internationalisation différentielle de normes devenues globales (Hours, 2002) – grâce en particulier à l'opérateur idéologique de la nature – dessine les contours du champ contemporain de l'anthropologie.

- 21 Dans cette perspective, les maladies émergentes globalisées⁹ (SRAS, grippe aviaire), qui mettent en péril le capitalisme mondial et les États ayant réduit à l'état de scories les systèmes de santé, sont à appréhender en écho des religions globales (sectes, monothéismes ou polythéismes) qui se révèlent de nouveaux opérateurs de liaison à prétention universalisante, se proposant comme des remèdes à tous les maux issus de l'expansion du marché. Ce sera le thème de notre prochain numéro, second tome de cette livraison consacrée à la globalisation et qui traitera plus spécifiquement des consommations du religieux dans le cadre de la mondialisation du capitalisme et de l'expansion des idéologies du marché.

BIBLIOGRAPHIE

ABSI P., 2003a. *Les ministres du diable. Le travail et ses représentations dans les mines de Potosí (Bolivie)*. Paris, L'Harmattan.

ABSI P., 2003b. « Démobilisation de classe et folklorisation rituelle dans les mines de Bolivie », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 175-187.

BENVENISTE A., 2003. « Affichage public de nouvelles configurations du religieux », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 99-112.

BODY-GENDROT S., DE RUDDER V., 1998. « Les relations interculturelles dans la ville : entre fictions et mutations », *Revue européenne des migrations internationales*, 14-1 : 41-54.

BOURDIEU P., 1998. *La domination masculine*. Paris, Seuil.

GONZALEZ J.-P., 2003. « Enjeux politiques de l'émergence des manifestations épidémiques », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 291-294.

HOURS B., 2002. *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*. Paris, L'Harmattan.

HOURS B., SELIM M., 1997. *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain. Marché, socialisme, génies*. Paris, L'Harmattan.

LORDON F., 2000. *Fonds de pension, pièges à cons ?* Paris, éd. Raisons d'agir.

MONJARET A., 2001. « Fermeture et transfert de trois hôpitaux parisiens », *Ethnologie française*, XXXI(1) : 103-115.

SELIM M., 2003. *Pouvoirs et marché au Vietnam*, t. 1 : *Le travail et l'argent*, t. 2 : *Les morts et l'État*. Paris, L'Harmattan.

NOTES

1. Ce texte reprend en partie les articles suivants. Laurent Bazin : « Quelques éléments de clarification sur la globalisation », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie (CLES)*, 40, 2003 : 175-194 (numéro intitulé « Dynamiques locales et mondialisation », coordonné par Michel Rautenberg, L'Harmattan) ; Monique Selim : « Globalisation : consonances et dissonances anthropologiques », *Socio-anthropologie*, 14, 2003 : 69-76 (numéro intitulé « Interdisciplinaires »).
2. Voir les numéros suivants du *Journal des anthropologues* : 66-67 (Anthropologie, entreprise, entrepreneurs) ; 68-69 (Femmes et sida) ; 77-78 (Nouvelles configurations économiques et hiérarchiques) ; 82-83 (Anthropologie des sexualités) ; 84 (Anthropologie et économie) ; 87 (Parcours de l'ethnologie dans le monde postsoviétique) ; 88-89 (Médecine et biologie : chimères et productions du social) ; 90-91 (Monnaies : pluralités – contradictions) ; 94-95 (Les ONG : médiations politiques et globalisation).
3. D'un côté, l'URSS et ses satellites réunis dans le COMECON, qui finira par éclater ; de l'autre la Chine rejointe en 1986 par le Vietnam et le Laos.
4. Voir le numéro précédent du *Journal des anthropologues*, 94-95, 2003 (Les ONG : médiations politiques et globalisation).
5. Selon l'expression de Lordon (2000).
6. Pour un contrepoint intéressant à la situation française, voir l'exemple de la Bolivie très bien analysé par Absi (2003a et b).
7. David Dumoulin, « Les savoirs locaux entre indigénisme et écologie globale », communication au séminaire « Actualité de l'anthropologie – Nouvelles polarisations dans le cadre de la globalisation », AFA, 13/02/2004.
8. Voir *Journal des anthropologues* n° 82-83, 2000 (Anthropologie des sexualités).
9. Voir Gonzalez (2003).

AUTEURS

LAURENT BAZIN

CLERSE

ANNIE BENVENISTE

URMIS

MONIQUE SELIM

IRD